



Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation

Un bulletin d'information pour les organisations de  
base des travailleuse·eur·s de l'informel

Élaboré par : Programme Organisation et représentation de WIEGO

## Un mouvement mondial en devenir

**Les événements de dimension globale** constituent le cœur de cette deuxième édition, au style renouvelé, de notre bulletin d'information pour les OB. Qu'ils soient monosectoriels, tels que le lancement de HomeNet International, ou multisectoriels, tels que la participation à la Conférence internationale du Travail, ces événements contribuent en effet tous à l'essor d'un mouvement mondial des travailleuse·eur·s en situation d'emploi informel.

Mais un mouvement peut-il se construire sans les luttes des travailleuse·eur·s sur le terrain ? Dans cette édition, nous braquons nos projecteurs sur la lutte menée par les récupératrice·eur·s de matériaux à Johannesburg face à une menace qui pèse sur leurs moyens de subsistance. Nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à nous faire part de récits de victoire similaires en prévision de la prochaine édition de notre Bulletin d'information pour les OB. Ayez la gentillesse de les envoyer à Sope Ogunrinde à l'adresse [sope.ogunrinde@wiego.org](mailto:sope.ogunrinde@wiego.org)

**Bonne et joyeuse lecture !**

## Lancement de HomeNet International

**Les 23 et 24 février 2021, l'initiative HomeNet International a été lancée virtuellement, avec 36 affilié·e·s provenant de 20 pays et représentant plus de 600 000 travailleuse·eur·s à domicile.**

Les organisations de travailleuse·eur·s à domicile ont ainsi décidé que la pandémie de COVID-19 ne devait pas enrayer leur projet de réseau mondial. La solidarité internationale a aussi fortement motivé cette décision d'aller de l'avant, et c'est ainsi que HomeNet International a vu le jour.

Jetez un coup d'œil au site [Web de HomeNet International](https://www.homenetinternational.org) ! Vous en saurez plus sur le [congrès](#) de lancement, notamment en parcourant son rapport.



En outre, au travers de deux articles publiés dans le blog de WIEGO, Chris Bonner, conseiller auprès du programme d'organisation et représentation de WIEGO et membre du Comité de travail de HomeNet International, et Janhavi Dave, coordinatrice internationale de HomeNet International, développent le sujet de la [création d'un réseau mondial](#) pour les travailleuse·eur·s à domicile et abordent des [plans](#) pour l'avenir de l'organisation.

## La prise en compte des récupérateur·eur·s de matériaux dans les politiques



**Réunie·s en Argentine en 2018, les récupérateur·eur·s de matériaux et les partenaires organisateur·eur·s du monde entier ont participé à un échange organisé par WIEGO et l'Alliance mondiale des récupérateur·eur·s de matériaux.**

Au cours de ces discussions, plusieurs groupes ont exprimé leur besoin urgent de comprendre et de mieux répondre aux propositions émises au titre de la Responsabilité élargie des producteurs (REP). Ce dernier, est un cadre politique qui rend les entreprises responsables du financement et parfois de la mise en

œuvre de la récupération de leurs produits et emballages en vue de leur recyclage et de leur élimination. Ces propositions constituent avant tout une menace pour les moyens de subsistance des récupérateur·eur·s de matériaux du monde entier, mais pourraient les améliorer si elles étaient conçues dans l'optique d'intégrer les travailleuse·eur·s de l'informel.

De nombreuses organisations de récupérateur·eur·s de matériaux, bataillent pour répondre efficacement aux propositions sur la REP car les gouvernements ne les associent pas suffisamment aux processus de formation et de planification. Depuis 2019, WIEGO collabore avec l'Alliance mondiale des ramasseuse·eur·s de déchets, pour animer un groupe de travail permanent. Sa mission consiste à élaborer des études de cas et des documents de formation pour les travailleuse·eur·s mais aussi à organiser des ateliers aux niveaux local, régional et mondial afin d'impliquer les récupérateur·eur·s de matériaux sur le sujet de la REP. Dès le début septembre, l'Alliance mondiale des récupérateur·eur·s a lancé sa campagne en faveur d'une REP qui prenne en considération les travailleuse·eur·s de l'économie informelle.

En effet, la REP et d'autres politiques d'économie circulaire, comme l'interdiction du plastique, impactent bien plus de travailleuse·eur·s de l'économie informelle que juste les récupérateur·rice·s de matériaux. Les incidences peuvent être positives ou négatives, entre autres sur les vendeuse·eur·s de rue et de marché, les artisan·e·s, les agricultrice·eur·s, ou encore les opératrice·eur·s en réemploi et réparation.

Si votre organisation souhaite s'impliquer, veuillez écrire à Taylor Cass Talbott (taylor.casstalbott@wiego.org). Suivez aussi la campagne REP de l'Alliance mondiale des récupérateur·rice·s de matériaux: <http://globalrec.org/epr>

***Récupérateur·rice·s de matériaux (catadores) à Salvador da Bahia, au Brésil, collectant des matériaux recyclables lors du festival de la ville.***

Crédit photo de Cata Bahia



## L'ARO porte un coup aux autorités municipales

En début 2021, dans le cadre d'un plan de privatisation de la collecte des matières recyclables, la ville de Johannesburg, en Afrique du Sud, a annoncé son intention de faire payer aux ménages des banlieues à revenus moyens et élevés une taxe de 50 ZAR par mois (3,50 USD). [Ce plan](#) menaçait les moyens de subsistance des récupérateur·e·s de rue en les privant de l'accès aux produits recyclables, au profit d'entreprises privées sous contrat. D'autre part, la taxe n'avait aucun sens pour les résidents qui se voyaient facturer de tels services en plus de ce qu'ils payaient déjà à la ville.

Se lançant dans une campagne contre cette taxe, les membres de l'*African Reclaimers Organisation* (ARO) de Johannesburg, ont lancé une pétition et mobilisé les habitants des banlieues. Ils ont donné des interviews dans les médias et publié leurs objections sur les réseaux sociaux. Le 7 mai, forte de près de 3 000 signatures, l'ARO a déposé la pétition auprès de la Municipalité de Johannesburg. Une semaine plus tard, la ville et Pikitup (la filiale de collecte des déchets de la ville) ont publié une déclaration annonçant la suspension du plan d'imposition de 50 rands.

L'action conjointe et la collaboration avec les résidents auprès desquels sont collectés les produits recyclables est l'une des stratégies d'organisation de l'ARO. La défaite de la taxe ménagère que voulait faire payer la ville est la preuve que cette stratégie donne des résultats !



***Le camion d'ARO de collecte des déchets ménagers recyclables à Johannesburg.***

Crédit Photo : Jane Barrett

## Manifeste de RedLacre contre la fermeture des décharges

Au cours du premier semestre 2021, les leaders des récupérateur·eur·s de matériaux, issus des organisations et mouvements nationaux du Réseau latino-américain et caribéen de récupérateurs, se sont réunis toutes les deux semaines pour discuter de questions structurelles concernant leurs consœurs et confrères ainsi que leurs organisations régionales. La fermeture des décharges par les autorités et l'expulsion consécutive des récupérateur·eur·s de matériaux est l'un des problèmes urgents que ressentent ces derniers, en particulier dans la région d'Amérique centrale. Le manifeste de RedLacre énonce huit principes non négociables en termes de protection des moyens de subsistance des récupérateur·eur·s de matériaux dans le contexte de fermeture de décharges. Ce manifeste constitue une contribution importante pour les récupérateur·eur·s de matériaux d'autres régions du monde, confrontée·e·s à la même menace. Pour en savoir plus (en espagnol) [cliquez ici](#).



***Récupérateur·eur·s de matériaux dans une décharge à Matagalpa, au Nicaragua***

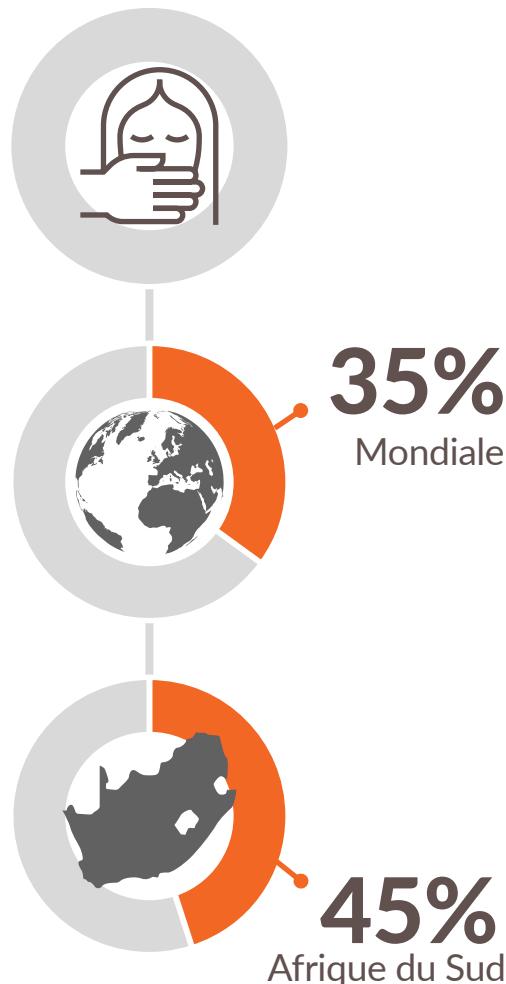
Crédit photo : Federico Parra

## Afrique du Sud : Atelier sur les violences de genre à l'intention des travailleuse·eur·s à domicile

En Afrique du Sud, l'incidence de la violence de genre est sensiblement plus élevée que la moyenne mondiale. À l'échelle mondiale, 35 % des femmes déclarent avoir fait l'objet de violence de genre au cours de leur vie, contre 45 % des femmes en Afrique du Sud. La violence conjugale n'est souvent pas signalée, mais, d'après les chiffres communiqués par l'Afrique du Sud, une femme est agressée par son partenaire intime toutes les six heures (statistiques présentées lors de l'atelier du POWA, le 8 décembre 2020).

La question de l'accroissement des actes de violence conjugale en Afrique du Sud, pendant la période de confinement de 2020, fut soulevée par les travailleuse·eur·s à domicile dont les leaders, bien qu'en ayant conscience, ne savaient pas comment aborder le sujet avec leurs membres.

En réponse au besoin exprimé par ces leaders, WIEGO s'est associé à une ONG nationale, *People Opposing Women Abuse* (POWA), pour fournir informations et conseils sur les lieux et manières d'accéder à de l'aide.



POWA a adapté son cours présentiel de 5 jours sur la sensibilisation à la violence de genre, pour en faire une version en virtuel qui puisse s'adresser aux leaders des travailleuse·eur·s à domicile. Le cours est ainsi devenu une série de trois sessions en ligne couvrant les sujets suivants :



- Comprendre la violence conjugale
- Les causes de la violence conjugale
- Le cycle de la violence conjugale
- Pourquoi certaines femmes restent-elles dans une relation violente ?
- Quitter une relation violente : démarches pratiques et juridiques à l'intention des survivantes

Chaque pays a des organisations comparables à la POWA. Découvrez-les et associez-vous à elles pour sensibiliser leurs membres et leur apporter du soutien. Aucune femme ne devrait se sentir piégée et seule.

## Questions, problèmes et enjeux : prise de parole à la CIT

Depuis 25 ans, WIEGO et ses alliés prêtent main-forte aux travailleuse·eur·s de l'économie informelle, pour exprimer leurs préoccupations auprès de la CIT. L'ordre du jour de la première partie de la 109<sup>ème</sup> session de la CIT, qui s'est tenue du 3 au 19 juin de cette année, a inclus une [discussion sur l'objectif stratégique de la protection sociale](#). Participant aux séances virtuelles, la délégation représentant [l'Alliance mondiale des récupérateur·eur·s de matériaux](#), la [Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques \(FITD\)](#), [HomeNet International \(HNI\)](#), [l'Association des femmes travailleuses indépendantes \(SEWA\) de l'Inde](#), [StreetNet International \(SNI\)](#) et [WIEGO](#) ont pu faire entendre la voix et les expériences des travailleuse·eur·s de l'informel.

S'adressant à l'auditoire de l'OIT, des délégué·e·s ont indiqué la [nécessité d'étendre la protection sociale aux femmes et aux hommes de l'économie informelle](#). Elle·il·s ont exprimé l'importance de les reconnaître et de les inclure dans toutes les instances de négociations sur la protection sociale et insisté sur la nécessité de mettre en place des systèmes de protection nationaux tout en fondant leur financement sur des principes de solidarité. Cette intervention avait pour objectif principal de garantir que les besoins en termes de protection sociale des travailleuse·eur·s de l'économie informelle se retrouvent parmi les conclusions adoptées à l'issue de la discussion. La couverture de la protection sociale doit être étendue aux 61% de travailleuse·eur·s de la main-d'œuvre mondiale qui sont actuellement largement exclue·u·s parce qu'elle·il·s travaillent de manière informelle.

**Lire la [déclaration de notre réseau mondial](#)**

## Journée internationale du Travail

Le 1er mai, le réseau mondial de WIEGO, représentant plus de 2,1 millions de travailleuse·eur·s de l'économie informelle mondiale, ont appelé les gouvernements à accélérer les investissements dans les systemes de protection sociale et du travail, nécessaires à la reprise économique. Les mesures de confinement induites par la COVID-19, ainsi que les restrictions gouvernementales ont touché sans commune mesure les travailleuse·eur·s de l'économie informelle et leurs moyens de subsistance. Ces derniers n'ont bénéficié que d'une aide publique limitée, continuant d'être exclu·e·s des plans et politiques de relance du gouvernement et restent confronté·e·s à la violence et au harcèlement. Par ailleurs, les mesures de confinement ont révélé le rôle essentiel que joue nombre de travailleuse·eur·s dans la société. En conséquence, les réseaux mondiaux représentant ces organisations de base ne cesseront de plaider auprès des décideuse·eur·s politiques pour qu'elle·il·s appliquent les mesures suivantes :



- Investir dans les politiques propres à rattacher les travailleuse·eur·s à l'aide sociale, à l'assurance sociale inclusive et aux services de santé et de garde d'enfants.

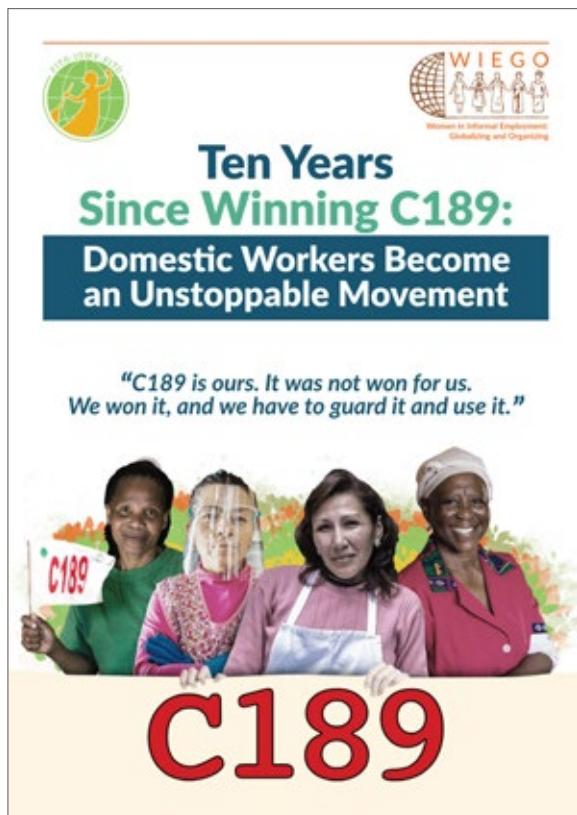


- Faire en sorte que les politiques de protection sociale et les mesures de protections du travail se conjuguent pour mettre les travailleuse·eur·s à l'abri de la pauvreté.



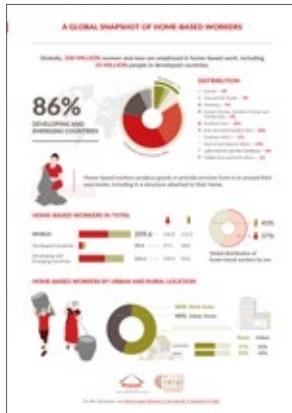
- Reconnaître le rôle critique que les organisations de travailleuse·eur·s de l'économie informelle ont eu dans l'effort de secours face à la COVID-19 et doivent jouer dans la relance de l'économie.

## Célébration du 10e anniversaire de la C189



Le 16 juin 2011 a constitué un moment significatif dans la vie des 70 millions de travailleuse·eur·s domestiques à travers le monde. Elle·il·s avaient enfin conquis le droit de se faire reconnaître comme des travailleuse·eur·s, gagnant ainsi les droits fondamentaux dont jouissent l'ensemble des autres travailleuse·eur·s dans le cadre d'une relation de travail normalisée. Ce jour-là, l'Organisation internationale du Travail a adopté la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques (C189), qui énonce les droits de ces derniers. En guise de célébration du 10e anniversaire de la C189, la FITD et WIEGO ont fait paraître une [publication](#) sur les progrès réalisés depuis son adoption.

# Ressources à l'intention des OB



« Pocket Tools for Homeworkers Working in Garment Supply Chains » (Outils de poche pour les travailleuse·eur·s non salariée·és dépendante·ant·s à domicile des chaînes d'approvisionnement de l'industrie textile) fait partie d'une série produite dans le cadre du projet « Home-based Workers Organizing for Economic Empowerment » (Organisation des travailleuse·eur·s à domicile pour l'autonomisation économique).

➔ Webinaire :

« **Il n'y a pas de reprise sans travailleuse·eur·s de l'économie informelle : vers un meilleur accord pour les travailleuse·eur·s démunie·i·s à travers le monde** »

- juillet 2021

Anglais, espagnol, français, thai

➔ Podcast :

Protection sociale selon les réflexions de la CIT

**Glossaire de la protection sociale**

Anglais, Français, Espagnol

**Nous aimerions avoir de vos nouvelles....**

Veillez nous faire part de vos échanges sur diverses plateformes en ligne tant que les rencontres en face à face sont limitées en raison de la COVID-19 !

